

Brochure n° 3307

Convention collective nationale

IDCC : 2264. – **HOSPITALISATION PRIVÉE**

AVENANT N° 13 DU 11 AVRIL 2008

RELATIF À LA JOURNÉE DE REPOS SUPPLÉMENTAIRE PRÉVUE
LORSQUE LE 1^{ER} MAI COÏNCIDE AVEC UN JOUR NON TRAVAILLÉ

NOR : *ASET0850690M*

IDCC : 2264

Entre :

Le syndicat national des établissements et résidences privés pour personnes âgées (SYNERPA),

D'une part, et

La fédération santé-sociaux CFTC ;

La fédération des services de santé-sociaux CFDT ;

La fédération des personnels des services publics et de santé FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les dispositions du présent avenant ont pour objet de modifier l'article 59-3 *bis* de l'annexe du 10 décembre 2002 de la convention collective du 18 avril 2002 pour le compléter et définir les modalités de prise de la journée de repos supplémentaire prévue lorsque le 1^{er} Mai coïncide avec un jour non travaillé.

Article 1^{er}

Modification de l'article 59-3 bis nouvellement intitulé

« 1^{er} Mai et autres jours fériés »

Création d'un premier alinéa :

« Pour le 1^{er} Mai, s'il coïncide avec un jour non travaillé, quelle qu'en soit la nature, le salarié concerné bénéficiera d'une journée de repos supplémentaire déterminée selon les modalités suivantes : la journée de repos prise en compensation sera déterminée dans le mois selon les modalités de récupération des autres journées de compensation et correspondra à 7 heures pour les salariés à temps complet. La durée du repos sera calculée *pro rata temporis* pour les salariés à temps partiel.

Toutefois, ce temps de repos pourra, en accord avec l'employeur ou son représentant, être bloqué en une ou plusieurs fois au cours de l'année, ou rémunéré sur la base de 1/24 du salaire mensuel brut.

En outre, la prise de ce repos de compensation sur un autre jour férié ne pourra pas être considérée comme faisant partie des 4 jours fériés chômés garantis. »

Modification du premier alinéa devenant le deuxième alinéa :

« Les autres jours fériés, chaque fois que le service le permettra, seront chômés, ce chômage n'entraînant pas de réduction de salaire. »

La suite est inchangée.

Article 3

Le présent avenant s'appliquera, dès sa signature, aux établissements du SYNERPA.

Il s'appliquera pour la première fois le 1^{er} mai 2009.

Il s'appliquera aux établissements non adhérents du SYNERPA le premier jour du mois qui suit la publication de l'arrêté d'extension, son extension étant demandée par la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 11 avril 2008.

(Suivent les signatures.)